



En partenariat avec



analyse

Par **Jean Marcou**, professeur des universités, titulaire de la Chaire Méditerranée-Moyen-Orient et membre du CERDAP² (Centre de recherche sur la diplomatie, l'administration publique et le politique) à Sciences Po Grenoble - Université Grenoble Alpes, chercheur associé à l'Institut français d'études anatoliennes (IFEA) d'Istanbul.

Photo ci-dessus :

Réélu en mai 2023, le président Recep Tayyip Erdoğan, qui a mis en avant le rayonnement de la Turquie sur la scène internationale lors de sa campagne, se félicitait en août 2023 que « la Turquie [soit] devenue un pays influent dont la contribution est recherchée dans de nombreuses questions critiques des relations internationales », rappelant que la Turquie, « située au cœur de trois continents, ne peut pas être un simple témoin des incidents dans le monde ». (© Xinhua)



Quelles perspectives intérieures et internationales après la réélection de Recep Tayyip Erdoğan ?

Avec un nouveau mandat, une autre ère s'ouvre. La réélection d'Erdoğan a d'emblée débloqué un certain nombre de perspectives internationales gelées par l'incertitude du résultat du scrutin. Mais c'est d'abord sur le plan intérieur que le régime est attendu, car il devra démontrer sa capacité à sortir de la crise économique dans laquelle la Turquie est plongée depuis plusieurs années, et à surmonter les conséquences d'un séisme qui a ravagé une dizaine de grandes villes.

On le disait en grande difficulté et peut-être même battu avant les élections présidentielles et législatives du mois de mai 2023. En cette année du centenaire de la République de Turquie, Recep Tayyip Erdoğan semblait pris dans un cycle infernal : usure du pouvoir d'un homme en place depuis plus de vingt ans, crise économique sans précédent minant le pouvoir d'achat de la population et, pour finir, survenance le 6 février 2023 d'un séisme désastreux pour le Sud-Est du pays. Au bout du compte, cette échéance électorale aura été pour lui une épreuve délicate. Pourtant, le président sortant, bien que contraint pour la première fois à un deuxième tour, l'a emporté avec une majorité proche de celle des

précédents scrutins présidentiels tout en conservant une majorité absolue au parlement.

Erdoğan contraint à un second tour

Les élections présidentielles et législatives des 14 et 28 mai 2023 n'ont pas réservé de surprises majeures, si ce n'est celle d'une étonnante résilience de l'électorat d'Erdoğan et du parti de la justice et du développement, l'AKP. Unie derrière Kemal Kılıçdaroğlu et dans le cadre de la Table des Six, l'opposition rassemblait, outre des forces parlementaires (kémalistes du parti républicain du peuple, ou CHP, nationalistes modérés du Bon parti, ou *iyi parti*), des formations créées par des dissidents



de l'AKP (le DEVA d'Ali Babacan, le *Future party* — *Gelecek partisi*, GP — d'Ahmet Davutoğlu) et des partis historiques marginaux (islamistes du parti de la félicité — *Saadet partisi*, ou SP — et centristes du parti démocrate ou DP). Elle a pu aussi compter sur le soutien indirect des Kurdes du parti démocratique des peuples, ou HDP (présent aux législatives sous l'étiquette YSP — parti de la gauche verte), qui avaient décidé de ne pas présenter de candidat à la présidentielle et d'appeler à voter pour le leader de l'opposition. S'appuyant sur ces soutiens multiples, Kılıçdaroğlu a conforté le rejet d'Erdoğan dans les zones où il est le plus sensible, en l'emportant en Turquie d'Europe, dans les provinces des littoraux égéen et méditerranéen, dans le Sud-Est kurde, sur les frontières orientales du pays et

“Lorsqu'il s'est agi de faire un choix décisif, une majorité d'électeurs ont préféré s'en remettre à la figure tutélaire d'Erdoğan plutôt que d'oser un véritable changement en optant pour son challenger alévi, certes le plus apte à attirer les suffrages de l'électorat kurde mais suscitant, en Anatolie et sur la mer Noire, au mieux de la suspicion, au pire de l'hostilité.”

dans quelques pôles anatoliens traditionnellement acquis (Eskişehir, Ankara, Tunceli). Géographiquement, il est l'homme des pourtours de la Turquie qui défie le bloc électoral compact d'Erdoğan, quasiment intact dans les provinces urbaines et rurales d'Anatolie et des rivages de la mer Noire. De surcroît, dans les zones touchées par le séisme du 6 février, il est vrai déjà majoritairement favorables à l'AKP, les conséquences de la catastrophe ne paraissent pas avoir eu d'effets majeurs. Significativement, Erdoğan obtient même 75,77 % à Kahramanmaraş, l'épicentre de la catastrophe. Les sondages se sont-ils trompés ? Il est probable qu'ils aient exprimé un mécontentement de la population aux prises avec une inflation spectaculaire et une hausse des loyers découlant des effets du séisme. Pourtant, lorsqu'il s'est agi de faire un choix décisif, une majorité d'électeurs ont préféré s'en remettre à la figure tutélaire d'Erdoğan plutôt que d'oser un véritable changement en optant pour son challenger alévi, certes le plus apte à attirer les suffrages de l'électorat kurde mais suscitant, en Anatolie et sur la mer Noire, au mieux

de la suspicion, au pire de l'hostilité. Car, si l'opposition a su rassembler des courants hétérogènes ayant pour dénominateur commun le rejet d'Erdoğan, elle n'est pas parvenue à entamer significativement le socle électoral de celui-ci dans ses principaux bastions. Dès lors, le scénario des élections municipales à Istanbul en 2019, qui avait vu la victoire du candidat de l'opposition (Ekrem İmamoğlu), avec le soutien du vote kurde, ne s'est pas reproduit. Istanbul n'est pas la Turquie, a-t-on pour habitude de dire sur les bords du Bosphore. Cela s'est confirmé, mettant en lumière la sociologie différente de l'électorat anatolien qui, en dépit de la forte urbanisation de la péninsule, reste attaché aux valeurs patriarcales, religieuses et nationalistes de la société turque traditionnelle.

Ce phénomène a été aussi illustré par les élections législatives. Alors que nombre d'enquêtes d'opinion et d'analyses annonçaient une absence de majorité au parlement et une situation ingouvernable, l'Alliance du peuple (*Cumhur İttifakı*, qui rassemble principalement l'AKP et son allié d'extrême-droite, le MHP — *Milliyetçi hareket partisi*, parti d'action nationaliste), avec 49,47 % des voix, a obtenu 323 sièges (sur 600) à la Grande Assemblée nationale tandis que l'Alliance de la nation (ou Table des Six), avec 35,01 %, gagnait 212 sièges, et que l'Alliance du travail et de la liberté (construite autour du parti kurde HDP) confirmait son statut de troisième force, avec 10,55 % et 65 sièges.

Ce succès aux législatives, acquis au jour du premier tour de la présidentielle, a œuvré favorablement au deuxième tour pour la réélection d'Erdoğan. Seule incertitude, le report des voix de Sinan Oğan, le troisième candidat, qui a créé la surprise au premier tour en obtenant 5,17 % des voix sur un programme presque exclusivement centré sur la lutte contre l'immigration et le spectre « d'un grand remplacement » des Turcs par les réfugiés syriens. Finalement, Erdoğan, qui avait manqué sa réélection de peu au premier tour (49,52 %) l'a emporté avec 52,18 % au second contre Kemal Kılıçdaroğlu (47,82 %), au terme d'un scrutin qui aura confirmé la forte polarisation de la Turquie en deux camps irréconciliables.



Résultats du second tour de la présidentielle turque (mai 2023)



Photo ci-dessous :

Le 12 juillet 2023, le président turc s'entretient avec son homologue américain Joe Biden et le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, en marge du sommet de l'Alliance atlantique à Vilnius. À cette occasion, le président Erdoğan a donné son accord pour soutenir l'adhésion de la Suède à l'OTAN, que la Turquie bloquait depuis plus d'un an. (© Présidence de la République turque)

Hausse des taux d'intérêt, un tournant économique

Bien que réélu, Erdoğan a senti passer le vent du boulet. C'est pourquoi il a très vite réagi. L'enjeu est en l'occurrence de résoudre la crise économique qui affecte la Turquie de façon récurrente. C'est donc sur ce plan que les premières mesures significatives ont été prises. Deux jours après sa réélection, le président turc a rencontré Mehmet Şimşek, qui avait été ministre des Finances entre 2009 et 2015, et vice-Premier ministre entre 2015 et 2018. Cet économiste d'origine kurde, passé par plusieurs

l'idée que la présidentialisation du régime a ruiné l'indépendance de la Banque centrale. Et ce, d'autant plus qu'Erdoğan assume des choix téméraires, privilégiant la croissance et les exportations, au détriment de la hausse des prix et de la dépréciation de la monnaie, en disant vouloir imiter la Chine pour devenir une usine du monde. À la fin de l'année 2022, le résultat de cet emballement est une inflation de près de 70 % et une devise turque en chute libre.

En nommant donc Şimşek ministre du Trésor et des Finances, le 3 juin 2023, le président réélu a voulu en revenir à une

leur avènement au pouvoir, l'AKP et son leader vivent par les élections, et il est habituel de les voir se préoccuper de la prochaine échéance électorale alors même que la précédente vient à peine de se refermer. La préparation du prochain scrutin local n'est pas sans rapport avec la volte-face économique opérée. Il s'agit de rétablir les fondamentaux économiques pour éviter que les élections locales ne deviennent le catalyseur du mécontentement et l'occasion de l'exprimer pour les électeurs qui n'ont pas osé le faire lors des derniers scrutins nationaux. L'enjeu politique est de taille. En 2019, l'opposition s'était adjugé le contrôle de la majorité des grandes villes turques dont Istanbul et Ankara, ce qui a réduit le champ d'action du pouvoir en place. La perte d'Istanbul en particulier avait été vécue comme un véritable camouflet par Erdoğan, l'opposition ayant défait son poulain de près de 10 points, après l'annulation contestée d'une première élection. Depuis, le maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu, est apparu comme le plus sérieux rival d'Erdoğan, mais il n'a pas pu se présenter à la dernière présidentielle en raison d'une procédure judiciaire que le président réélu pourrait instrumentaliser pour empêcher sa réélection en mars 2024. Si cela devait advenir, Erdoğan verrait non seulement l'un des siens arriver à la tête d'une ville dont il a fait la vitrine de son régime, mais il se déferait de son challenger probablement le plus dangereux.

La perspective de la prochaine échéance électorale turque pose plus généralement la question de l'avenir du régime politique d'Erdoğan. Ce dernier arrivera constitutionnellement au bout de son mandat en mai 2028, et il a annoncé que ce serait le dernier pendant la campagne des élections de 2023. Mais imagine-t-on Erdoğan quitter le pouvoir de la sorte, et ce, d'autant plus qu'il a déjà annoncé la reprise d'un vieux projet, celui d'élaborer une nouvelle Constitution ? Au cours des vingt dernières années, cette prétention a été le serpent de mer du régime, se traduisant par l'échec de plusieurs tentatives pour aboutir en 2017 à l'adoption par référendum d'un amendement qui a profondément transformé la Constitution de 1982, en la présidentialisant. En remettant l'idée d'écrire une nouvelle Constitution à l'ordre du jour, Erdoğan tentera-t-il de se maintenir au pouvoir après 2028 ou cherchera-t-il plus



banques internationales (en particulier Merrill Lynch), était devenu l'une des cautions économiques du gouvernement de l'AKP auprès des milieux d'affaires internationaux, au moment où l'étoile d'une autre caution historique, en l'occurrence Ali Babacan (aujourd'hui dans l'opposition), palissait. En 2014-2015, alors que la devise turque donnait de premiers signes de faiblesse, Şimşek fut ainsi au cœur d'une polémique, l'opposant aux milieux les plus conservateurs du parti au pouvoir et finalement indirectement à Erdoğan lui-même, en défendant l'indépendance de la Banque centrale de Turquie et la nécessité de maintenir des taux d'intérêt élevés (1). Après la mise à l'écart de Şimşek en 2018, une zizanie intestine sur les fondamentaux économiques provoque une valse des ministres des Finances et des gouverneurs de la Banque centrale (pas moins de trois dans chacune des positions en l'espace de quatre ans) et accrédite

certaine orthodoxie économique pour rassurer le monde des affaires. Cette nomination a d'ailleurs été suivie, le 9 juin, par celle de Hafize Gaye Erkan, une diplômée de Princeton, passée, elle, par Goldman Sachs, qui est ainsi devenue la première femme gouverneure de la Banque centrale de Turquie. Confirmant ce revirement pro-business, les taux d'intérêt ont été portés de 8,5 % à 15 % dès le 22 juin, et même à 25 %, le 25 août 2023 ! Depuis, l'inflation a poursuivi une baisse amorcée depuis le début de l'année 2023, tombant en mai au-dessous des 40 % pour la première fois en dix-sept mois, mais la livre turque a continué à se déprécier...

La préparation des élections locales de 2024

L'autre question importante mise à l'ordre du jour après la réélection d'Erdoğan est la préparation des prochaines élections municipales (2). Depuis



sagement à pérenniser le régime qu'il a patiemment mis sur pied depuis 2002-2003 ? Telle est probablement la question qui risque de hanter ce nouveau mandat présidentiel.

À la recherche de l'apaisement des tensions anciennes

La politique étrangère de Recep Tayyip Erdoğan depuis sa réélection s'inscrit dans la stratégie d'accalmie qui avait déjà marqué l'année 2022. Elle tranche avec les offensives tous azimuts en Syrie, en Méditerranée orientale et en Libye qui avaient dominé les débuts de la décennie 2020. Cette velléité d'apaisement répond sans doute d'abord à des préoccupations économiques, car elles visent bien sûr à se ménager le soutien de potentiels financeurs ou investisseurs (3). Ainsi la Turquie a-t-elle poursuivi la réconciliation avec le monde arabe qu'elle avait entamée au cours des deux dernières années précédant les élections. Au début du mois de juillet 2023, Ankara et Le Caire ont décidé de normaliser leurs relations diplomatiques en échangeant à nouveau des ambassadeurs. Quinze jours plus

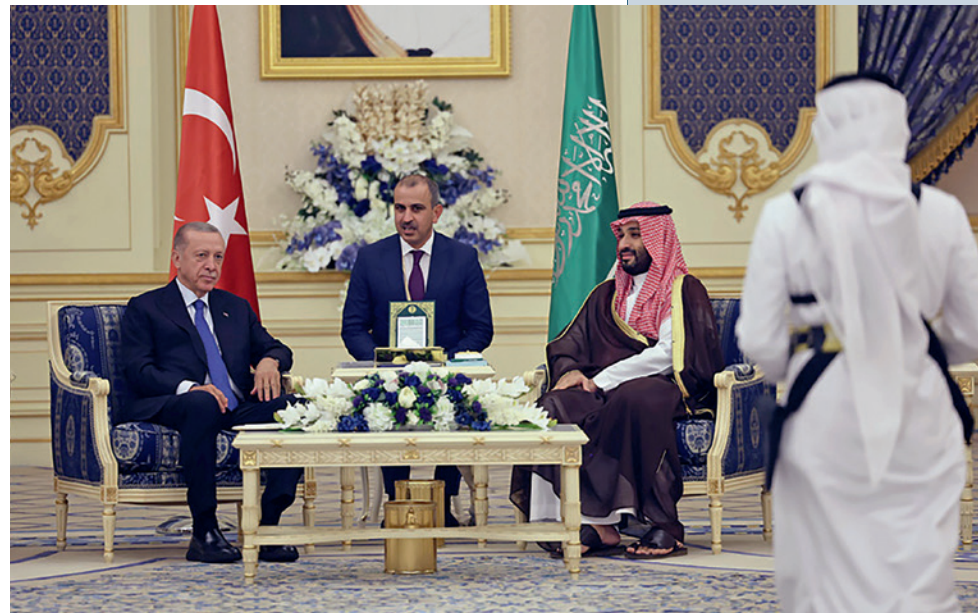
rayonnement international de son pays. À l'occasion du sommet de l'OTAN à Vilnius, la presse turque pro-gouvernementale a souligné l'importance de la position médiatrice acquise par la Turquie dans le cadre de ce conflit, en la décrivant même comme celle « d'un pont pour la paix » (« *barış köprüsü* »). Il est vrai que l'accord céréaliier russo-ukrainien, signé sous l'égide d'Ankara et de l'ONU, en juillet 2022, a joué un rôle important pour la sauvegarde des équilibres alimentaires internationaux, mais sa reconduction s'avère malgré tout laborieuse... En outre, le jeu d'équilibriste entre Moscou et Kyiv depuis le début du conflit est loin de n'être empreint que d'idéalisme. Depuis sa réélection, Erdoğan a d'ailleurs poussé la méthode du grand écart, souvent utilisée, en l'occurrence, à son paroxysme. Ainsi a-t-il soutenu, en juin 2023, un Vladimir Poutine affaibli par la rébellion des milices Wagner, avant de recevoir Volodymyr Zelensky à Istanbul, pour lui dire que son pays « méritait » de rejoindre l'OTAN (5).

“ C'est surtout dans le cadre du conflit russo-ukrainien que Recep Tayyip Erdoğan espère pouvoir faire la preuve du rayonnement international de son pays. ”

tard, Erdoğan a réalisé une tournée dans le Golfe (Arabie saoudite, Qatar et Émirats arabes unis), largement dominée par des préoccupations économiques et financières. Même posture à l'Ouest où, lors du sommet de Vilnius en juillet 2023, Erdoğan a formellement consenti (comme à celui de Madrid l'année dernière), à l'adhésion de la Suède à l'OTAN. Il reste que le président turc continue à mener une guerre d'usure intra-alliance pour tester la résistance de ses alliés (4), en évoquant la nécessité d'une consultation du parlement turc sur le sujet et en demandant la reprise des négociations d'adhésion de son pays à l'Union européenne (UE). Au-delà de cet épisode, Erdoğan a souligné l'importance qu'avait, pour l'économie de la Turquie, la relation de celle-ci avec l'UE, en rappelant également que la question de l'actualisation de l'accord d'union douanière était toujours pendante. Avec les États-Unis, par ailleurs, la Turquie fait le dos rond pour faire oublier son acquisition controversée de missiles russes S-400 et obtenir la livraison de F-16, à défaut de pouvoir acquérir les F-35 qu'elle a commandés et payés. Enfin, le climat favorable, qui s'était installé entre Ankara et Athènes du fait de l'empathie mutuelle provoquée par le séisme de février, a été confirmé par leurs leaders respectifs fraîchement réélus. En marge du sommet de Vilnius, Erdoğan et Mitsotakis ont en effet évoqué la mise sur pied « d'une feuille de route » pour essayer de surmonter leurs différends.

Médiation et posture d'équilibriste

Mais c'est surtout dans le cadre du conflit russo-ukrainien que Recep Tayyip Erdoğan espère pouvoir faire la preuve du



Réaliste, la politique étrangère de la Turquie risque fort de l'être quand on observe la nomination récente d'Hakan Fidan à la tête de la diplomatie turque. Cet ancien diplomate, qui a dirigé les services de renseignement (MIT) entre 2010 et 2023, a également été associé de très près à la plupart des dossiers internationaux sensibles négociés par la Turquie au cours de la dernière décennie. Il est sans nul doute, avec Mehmet Şimşek, l'une des personnalités à suivre au sein de la nouvelle équipe ministérielle de Recep Tayyip Erdoğan.

Jean Marcou

Notes

- (1) Asli Kandemir, Nevzat Devranoglu, « To hike or not to hike: Turkey's central bank faces crucial test », *Reuters*, 8 december 2015 (<https://rb.gy/3doi1>).
- (2) Voir Alper Coşkun, « Erdoğan's Next Fight », *Carnegie Endowment for International Peace*, 1^{er} juin 2023 (<https://rb.gy/spwkd>).
- (3) Ezgi Akin, « Turkey's Erdogan hosts Zelenskyy, says Ukraine 'deserves' to be NATO member », *Al Monitor*, 7 juillet 2023 (<https://rb.gy/c6j4v>).
- (4) Oya Dursun-Özkanca, *Turkey-West Relations: The Politics of Intra-alliance Opposition*, Cambridge University Press, 2019.
- (5) Ezgi Akin, *op. cit.*

Photo ci-dessus :

En juillet 2023, le président Erdoğan entamait une tournée dans les pays du Golfe dans le but d'attirer des investissements et de renforcer les liens commerciaux avec son pays qui est confronté à une grave crise économique. Si Ankara a longtemp entretenu des relations tendues avec l'Arabie saoudite, la situation s'est depuis apaisée et le royaume saoudien avait annoncé un dépôt de 5 milliards de dollars à la banque centrale de Turquie pour aider le pays à faire face au séisme dévastateur de février dernier. (© Présidence de la République turque)